

# La suédoise veut-elle trop de réformes ?

**Le nombre de projets** qui figurent au programme des négociateurs fédéraux est très impressionnant. Les obstacles sont nombreux et le pari est risqué. La mission s'annonce périlleuse mais pas impossible.

**V**endredi, les négociateurs ont clôturé la première lecture de la note consacrée à la sécurité et passé en revue la note asile-immigration. Ils poursuivront les discussions sa-

medi après-midi et dimanche matin. Les négociations continuent à un rythme soutenu, qui laisse présager son lot de réformes. La suédoise accumule les projets, et beaucoup des mesures proposées auraient pu provoquer grèves

et manifestations il y a quelques mois à peine. Mais les obstacles à ces réformes ne manquent pas : ils sont financiers, sociaux, pratiques ou politiques. Les négociateurs voient-ils trop grand ? ■

## FORMATION

### « Cinq ans de trêve communautaire »

Michel Delbaere (Voka), le patron des patrons flamands, se

réjouit de l'arrivée de la suédoise. Dans un entretien accordé au *Soir*, il répète sa confiance en Bart De Wever et prédit une longue trêve communautaire.

## COMMISSION EUROPÉENNE

### Un « petit » poste promis à Reynders

Si Didier Reynders devenait commissaire européen, le libéral obtiendrait sans doute le portefeuille peu gratifiant du « multilin-

guisme ». Une manière pour Junckers, qui veut une Commission plus féminine, de faire pression sur la Belgique.

**P. 12 nos informations**

# La suédoise est-elle trop gourmande ?

- ▶ Le nombre de réformes prévues impressionne.
- ▶ Les obstacles financiers, sociaux, pratiques et politiques ne manquent pas.
- ▶ « C'est sûr, on sera plus ambitieux que le PS. »
- ▶ Mission impossible ? Pas dit.

**A**ugmentation de l'âge des prévisions. Instauration d'un service minimum à la SNCB. Réforme des carrières par l'instauration d'une rémunération à la performance, moins à l'ancienneté. Alignement progressif des pensions de fonctionnaires et de salariés. Et on en passe. Il y a six mois, chacune de ces mesures aurait pu provoquer grèves et manifestations. D'autres étaient bloquées dans les tiroirs depuis parfois des décennies, faute d'accord politique. D'autres enfin étaient considérées comme trop coûteuses.

Et en quelques jours, au fil des fuites dans *Le Soir* et ailleurs, il est apparu que le gouvernement en formation entendait procéder à toutes ces réformes à la fois. Au

point que, même au sein de la coalition en gestation, certains se demandent si l'on n'en fait pas un peu trop.

**L'obstacle financier.** En pratique, ce ne sera pas simple. Il y a les obstacles sonnants et trébuchants, d'abord, que l'on mesurera ci-dessous. A cela, les défenseurs de ce menu copieux rétorquent que tout est évalué en permanence par le Comité de monitoring, le groupe d'experts du gouvernement. « *Chaque fois qu'en cours de négociation, on change un élément, on le fait chiffrer. Si un parti propose d'avancer l'entrée en vigueur d'une décision, on chiffre immédiatement. Le volet financier du programme en discussion est solide, et il est avancé.* »

**L'obstacle social.** Il y a les obstacles que l'on qualifiera de sociaux, ensuite. Déjà à l'annonce de quelques mesures à ce jour encore hypothétiques, des syndicats et groupements d'hôpitaux se sont manifestés. Et dans le passé, les réformes des prévisions, des pensions ou des modes de rémunération ont parfois provoqué des mouvements sociaux

historiques. A cela, les négociateurs répondent que la concertation sociale sera omniprésente dans le processus de décision. Il est vrai que la note des formateurs insiste lourdement sur cette consultation des représentants des employeurs et travailleurs. Et que les formateurs voient les patrons et les syn-

dicats.

**L'obstacle pratique.** La réalité va aussi jouer son rôle de trouble-fête. Peut-on vraiment revoir le financement de la Sécurité sociale ou introduire un nouveau régime de pensions sans étudier en profondeur les conséquences d'une telle décision ? A cela, les architectes de la suédoise répondent que bon nombre de ces réformes sont prêtes, qu'elles ont déjà été chiffrées, étudiées, planifiées, mais que le PS empêchait leur mise en œuvre. « Pour un grand nombre de décisions, il suffit d'appuyer sur un bouton. »

**L'obstacle politique.** Il y a enfin d'éventuels obstacles politiques. Y en aurait-il donc, alors que tout semblait couler comme un long fleuve tranquille à ce jour ? Non, mais... Jeudi matin, Bart De Wever, le chef de file de la N-VA, a sèchement réagi aux fuites dans la presse de la note des deux co-formateurs. La batterie de mesures a, selon Bart De Wever, été révélée comme autant de réformes approuvées par l'ensemble des négociateurs. Le patron des nationalistes flamands a rappelé que la note Peeters-Michel n'a pas encore fait l'objet de négociations et que sa formation a déjà souligné en rouge une série de mesures qu'ils n'étaient pas prêts à avaliser. C'est notamment le cas du dossier Arco, sans doute le plus crispé, et qui n'est qu'une des pommes de discorde possibles entre le couple CD&V/MR et la N-VA. Les présidents du CD&V et du VLD, Wouter Beke et Gwendolyn Rutten, ont voulu calmer le jeu, vendredi, avant de reprendre les négociations. « Rien n'a été

présenté comme une décision », a déclaré Beke, en précisant que la note des

formateurs n'est qu'un point de départ pour les négociations, afin d'arriver à un texte que tout le monde peut accepter.

Officiellement, à l'issue d'une nouvelle réunion des négociateurs sur les thèmes de l'Intérieur, de l'Asile et de l'Immigration, l'ambiance reste constructive.

Mais ces crispations illustrent les rapports de force entre les partenaires. Les nationalistes flamands acceptent mal le poids politique du CD&V dans ces négociations, disproportionné selon eux, par rapport

à sa véritable force électorale. Face à la famille libérale, les démocrates-chrétiens, relégués en Flandre à plusieurs longueurs de la N-VA, tentent eux d'imprimer leurs marques sur un futur gouvernement très marqué à droite. Sans parler des rivalités personnelles entre les deux Anversois, Bart De Wever et Kris Peeters. « Ils sont proches, mais ils sont aussi rivaux », glisse une bonne source. La future « suédoise » a-t-elle eu les yeux plus gros que le ventre ? L'un de ses défenseurs rétorque que le nombre de réformes ne fait que traduire l'ur-

gence du chantier, et la volonté des quatre partis d'y arriver. « C'est vrai que par rapport au gouvernement Di Rupo, c'est ambitieux. Mais c'est justement ce qu'on veut faire : être plus ambitieux. » Pari impossible ? Pas dit. ■

BERNARD DEMONTY  
DIRK VANOVERBEKE

**Kris Peeters et Charles Michel proposent des réformes nombreuses, ambitieuses et difficiles. Pari risqué, pas impossible.** © PIERRE-YVES THIENPONT

## NÉGOCIATIONS

### Avancées et réactions

Vendredi, les négociateurs ont clôturé la première lecture de la note consacrée à la sécurité (police, protection civile, incendie, lutte contre la radicalisation...) et passé en revue la note asile-immigration. Ils poursuivront les discussions samedi après-midi (défense, fonction publique, entreprises publiques, mobilité) et dimanche matin. Mardi, « un point budget » serait à l'ordre du jour (les groupes de travail continuant à peaufiner les estimations). Mais certaines pistes donnent déjà lieu à des réactions sociales. L'association Santhea, qui représente la majorité des hôpitaux, juge que « la tendance à vouloir économiser sur le budget des soins de santé, et le budget des hôpitaux en particulier, aura des conséquences rapides sur l'emploi, la qualité des soins et l'accès aux soins ». La FGTB et la CSC flamandes, elles, rejettent l'idée d'un service minimum dans les transports publics en cas de grève.

MA.D. (AVEC B.)

## L'équation budgétaire a-t-elle une solution ? On en est loin...

**A**u rayon des mesures envisagées ou évoquées par les deux co-formateurs, c'est « en veux-tu, en voilà » : baisse massive des cotisations patronales de Sécu, « taux zéro » à l'IPP, hausse de la TVA et des accises, révision de la norme de croissance des dépenses de soins de santé, saut d'index... Pour y voir un peu plus clair, sortons la calculette.

Une réduction de 8 points de pourcentage des cotisations patronales (dont le taux passerait de 33 % à 25 %) coûterait (*ex ante*) entre 3,8 milliards (si on supprime les réductions de cotisations existantes) et 9,6 milliards.

Pourrait-on puiser dans l'enveloppe de 1,25 milliard prévue par le gouvernement sortant ? L'essentiel (soit 1 milliard) est *a priori* réservé aux nouvelles subventions salariales. Par ailleurs, une bonne part des réductions existantes a été, dans le cadre de la sixième réforme de l'Etat, transférée aux Régions. Sur celles-là, le fédéral n'a donc plus la main.

Le coût net de 2 à 2,5 milliards, évoqué dans certains médias, est donc largement sous-évalué – même en tenant compte d'un effet retour.

Autre mesure-phare : le « taux zéro » à l'IPP. Pour les contribuables dont les revenus imposables annuellement ne dépassent pas 50.000 euros, un taux zéro s'appliquerait pour une

première tranche de 13.000 euros. Au-delà de 50.000 euros, on reviendrait de manière progressive au système actuel de la quotité exemptée (dont le montant de base est de 6.990 euros).

En campagne, le MR chiffrait le coût du « taux zéro » à six milliards d'euros en brut ou 4 milliards en net – en supposant un effet retour de 33 % (alors qu'en matière d'IPP, l'effet retour est généralement estimé entre 20 et 25 %). Sans doute le seuil pourrait-il être fixé plus bas (10.000 euros par exemple, et non 13.000). Néanmoins, cette mesure aurait un coût de plusieurs milliards.

L'exonération de cotisation pour les trois premiers emplois dans les PME entraînerait une centaine de millions de moindres recettes (110 millions, selon les chiffres fournis il y a quelques mois par le MR). À confirmer.

En revanche, l'impact budgétaire de l'extension de l'exonération de précompte (qui bénéficie aujourd'hui au livret d'épargne) aux actions et obligations n'a, à notre connaissance, pas été chiffré. L'exonération coûte aujourd'hui environ 400 millions. L'extension, à vue de nez, pourrait faire doubler ce montant.

D'autres propositions, trop vagues, ne sont pas chiffrables : lutte contre la pauvreté, mesures ciblées sur les indépendants ou

sur des secteurs, comme l'horeca, le commerce et le transport.

Côté recettes, la hausse des accises (et leur éventuelle indexation) pourrait rapporter 400 millions. Une hausse d'un point du taux de TVA se traduirait par un surcroît de recettes de 1,8 milliard. Mais l'idée est aussi sur la table de réduire d'un demi-point le taux réduit, de 6 à 5,5 %. Au total, les recettes TVA augmenteraient d'un milliard.

Certains, au sein de la suédoise, songent au « saut d'index ».

Simple (mais douloureux pour le portefeuille) : la totalité d'une indexation n'est pas octroyée aux salariés et aux allocataires sociaux, mais sert à rééquilibrer les comptes de la Sécu. Cela rapporterait 1,4 milliard. À vérifier.

Côté dépenses, les négociateurs de la suédoise chiffreraient, dit-on, les économies à 2,5 milliards (notamment, mais pas seulement, via une baisse de la norme de croissance des soins de santé).

Au final, sur base des mesures qui ont fuité, le compte n'est pas bon. Il y a un trou substantiel : au minimum, entre un et deux milliards. Et l'on peut se demander si l'équation budgétaire rêvée par la suédoise peut avoir une solution... alors que le respect de la trajectoire des finances publiques impose, par avance, 17,3 milliards d'efforts supplémentaires sur la législature... ■

DOMINIQUE BERNIS

### ACCROCHAGE

#### La colère du roi de Flandre et l'humour du vieil habitué

Jeudi matin, à la table des négociations, Bart De Wever tape du poing : il déplore les fuites de la note des formateurs dans

les journaux. Kris Peeters veut ramener le calme. Sur un mode professionnel : « Je ne vais pas m'occuper des fuites. Ce qui s'est passé s'est passé. Je veux avancer dans les discussions. » Mais il laisse entendre qu'il n'a rien à voir avec ces fuites...

Gwendolyn Rutten, présidente du VLD, tient aussi à faire savoir que les fuites ne

viennent pas de son camp... Charles Michel, lui, n'intervient pas. Mais Didier Reyniers désamorce par une boutade. « Tout ceci est tout à fait habituel. Lorsqu'on forme un gouvernement, on élabore une note. Les trois jours suivant, la note fuit et on s'engueule pour regretter les fuites. Puis, le quatrième jour, on commence à négocier. »

Le sage aurait-il parlé ? Vendredi les discussions ont repris et on ne déplorait pas d'échauffourée.

B.DY ET MA.D.

# « Les Flamands ne sont pas nationalistes, ils sont libéraux »

FORMATION Le patron des patrons flamands se réjouit de l'arrivée de la suédoise

- ▶ Michel Delbaere l'affirme : la Belgique est débarrassée du communautaire pour 5 ans.
- ▶ Pour lui, il n'y a pas d'alternative aux réformes de centre-droit.
- ▶ Il dit sa confiance en Bart De Wever.

## ENTRETIEN

**N**ous entrons dans la belle salle où Michel Delbaere, patron des patrons flamands nous reçoit, dans un bel hôtel de maître de la rue Royale, à Bruxelles. Il nous montre d'emblée le livre qu'il est en train de découvrir. *The too difficult box* - « *The big issues politicians can't crack* » - (la boîte aux choses trop compliquées. Les grandes questions que les politiciens ne peuvent résoudre), Charles Clarcke (éditions Davide Miliband), recommandé par le *Financial Times*.

**Cela parle de quoi ?**

*Des problèmes trop importants pour la politique. (rires)*

**C'est sur base de cette conviction que vous vous êtes senti le devoir de partir en croisade depuis des mois à travers le pays, et la Wallonie ?**

*En croisade ? Non. Mais je me suis senti une certaine responsabilité. Mon intérêt pour la chose publique ne date pas d'hier. Quand on voit le léger déclin cumulé du pays, année après année, et qu'on peut contribuer à redresser la chose, il faut y aller.*

**Le gouvernement tel qu'il se forme, est le gouvernement rêvé ?**

*Nous avons dit dès le début que cela nous était parfaitement égal de savoir « qui », ce qui nous importe c'est « quoi ».*

**Est-ce vous qui avez provoqué la « conversion » de De Wever au tout socio-économique, le pous-**

**sant à renoncer au communautaire ? Vous lui avez dit : « On ne vous suivra pas si vous partez dans les dérives communautaires ? »**

*Je vous trouve machiavélique (il rit)... Ce n'est pas comme cela que cela se passe. Oui nous avons vu De Wever, comme nous avons vu Kris Peeters, Paul Magnette, Charles Michel et plein de gens, pour leur expliquer comment nous voyions l'évolution de l'économie et qu'il y avait des mesures à prendre.*

**Mais il y a quand même quelqu'un qui a dit à De Wever d'en finir pour le moment avec le communautaire ?**

*C'est un peu le courant en Flandre, dans les milieux économiques et au-delà : le communautaire n'est pas une fin en soi. C'est tout au plus un moyen d'obtenir du socio-économique dans la direction que nous estimons nécessaire.*

**On peut croire que ce gouvernement va avancer sans ces questions institutionnelles ?**

*C'est ce qu'ils semblent tous dire. Le confédéralisme pour nous, c'est mettre les prérogatives là où elles s'exercent le mieux. Cela n'a aucune connotation séparatiste, c'est simplement la bonne gestion de l'Etat. Je constate cependant qu'après ces élections, il y a eu des précédents fâcheux qui vont plus dans la direction du confédéralisme.*

**Vous visez la formation des coalitions régionales ? Le PS et le CDH ?**

*Exactement. C'étaient les plus grands ennemis du confédéralisme et en faisant ce qu'ils ont fait, ils lui ont ouvert la porte.*

**Vous pensez que le PS ne croit plus lui-même au futur belge ?**

*Non, non... mais c'est quand même dommage de reprocher aux autres ce qu'on fait soi-même.*

**Sans cela, vous n'auriez peut-être pas eu le gouvernement qui est favorable à vos réformes ?**

*Quand l'occasion passe, il faut la prendre.*

**Vous étiez surpris par la formation de ces gouvernements régionaux ?**

*Ce qui a surpris beaucoup de monde c'est que le CDH ait refusé de monter au fédéral. Mais ce n'est pas un reproche.*

**Le PS a, lui, reproché aux patrons de se prononcer sur leur coalition préférée après l'élection, sur le thème : ils ne sont pas élus, qu'ils se taisent. La « patronocratie » a vu le jour ?**

*(Il éclate de rire) Ils ont trouvé qu'on s'exprimait trop. Je vous invite à lire la presse : on ne s'est pas exprimé tellement. Nous essayons de convaincre. Dans une démocratie, on élit ses élus et on essaye de leur donner des informations en leur disant ce que nous pensons, c'est tout.*

**Vous trouvez que les mutuelles et les syndicats font la même chose que vous - donner les idées aux partis - sans avoir le courage de la faire ouverte-**

ment ?

*Les temps changent et les structures doivent changer aussi. Nous ne défendons pas des intérêts mais, simplement, l'intérêt général.*

**Les mutuelles et les syndicats défendent des intérêts particuliers ?**

*Ils sont plus particuliers que les nôtres.*

**Vous n'avez pas peur d'une forte opposition, dans la rue et au Parlement ?**

*On a tous une tâche à remplir par honnêteté intellectuelle : y a-t-il une alternative ?*

*There is no alternative. Il faudra d'abord remettre le pays en ordre pour arriver à payer ce qui est nécessaire pour ceux qui n'arrivent pas à se mettre en ordre tout seuls. La lutte contre la pauvreté est une priorité, sinon on n'a pas l'assentiment de la so-*

*ciété. Mais il y a une différence entre la pauvreté subie et entretenue : il y a des gens qui pourraient travailler et ne le font pas, contrairement à d'autres qui sont pauvres car handicapés par exemple. Cette dernière catégorie, il faut l'aider.*

**Vous dites qu'il n'y a pas d'alternative. La tripartite en était une, elle n'a pas bien travaillé avec Di Rupo ?**

*Too little, too late. Il a dit : « nous avons stabilisé l'économie »*

*mais vous savez, dans une clinique, quand le médecin vous dit le patient est stabilisé, c'est qu'il n'est pas guéri... (il rit)*

**Vous dites donc aux francophones : « Osez être la petite grenouille qui va faire traverser le scorpion et tant que nous serons là, le scorpion ne vous piquera pas ? »**

*Donnez-moi une bonne raison pour laquelle on voudrait se défaire de ce modèle belge et de la Wallonie.*

**Parce que piquer, pour le scorpion, c'est plus fort que lui ? Le nationalisme est l'ADN de la N-VA ?**

*Le Flamand n'est pas nationaliste, il est libéral. Pas au sens du parti mais au sens de « on prend son sort entre ses mains », avec le besoin d'un Etat mais comme suppléant.*

**Si jamais le scorpion se révélait quand même séparatiste, vous seriez là ? Charles Michel a besoin de quelqu'un qui le protège ?**

*Je ne dis pas cela à Charles Michel mais à la Wallonie : oui, je serai là et je dirai ce que je pense de la même façon demain qu'aujourd'hui. ■*

Propos recueillis par  
**BÉATRICE DELVAUX**  
**BERNARD DEMONTY**

## Michel Delbaere

**Formation** Diplômé en droit et en économie, Michel Delbaere fonde en 1978 le groupe alimentaire Crop's et en devient l'administrateur délégué.

**Carrière** Parallèlement, il occupe dès 1992 la vice-présidence du Voka. En 2012, il succède à Luc de Bruyckere à la tête du syndicat patronal.

### CONTEXTE

#### L'un des artisans de la coalition

La venue d'un gouvernement de centre-droit ravit le patronat flamand, et son leader, Michel Delbaere, en particulier. Il faut dire qu'il y a personnellement œuvré. Avant les élections, d'abord. Il a entretenu des contacts avec Charles Michel, président du MR, et Wouter Beke, président du CD&V. C'est en concertation avec eux que le patronat flamand décide d'abandonner ses revendications communautaires. Michel Delbaere est ensuite passé à la case « Bart De Wever », histoire

de faire comprendre au leader que le patronat ne le suivrait pas, ni lui ni son parti, s'il restait obsédé par

le communautaire et les discours séparatistes. Des contacts, Michel Delbaere les a suscités aussi inlassablement avec tous les partis, dans tous les cénacles. Deux économistes francophones (Eric de Keuleneer et Etienne de Callatay) sont ainsi invités à participer à des

réunions d'échange préparatoires au grand congrès du Voka. Michel Delbaere rencontre les présidents de parti Charles Michel et Paul Magnette avant ce fameux congrès. Trois invitations seront faites à Benoît Lutgen, qui décommandera à chaque fois, laissant Melchior Wathelet assurer le contact. Aujourd'hui, les hommes du Voka ne sont pas très éloignés des négociations en cours. Les téléphones chauffent...

B.DX ET B.DY

# « Nous entrons pour cinq ans dans une trêve communautaire »

**Qu'auriez vous envie de dire aux francophones qui continuent à se méfier de De Wever au gouvernement fédéral ?**

*Il y a du temps pour la guérilla communautaire quand il n'y a pas d'autres problèmes à résoudre. Vous avez constaté que la N-VA n'a rien demandé de communautaire. Pendant cinq ans, nous sommes donc dans une trêve communautaire.*

**Elle va durer ?**

*Celle-ci sera de longue durée si on arrive à redresser la situation d'Arlon à Ostende.*

**Bart De Wever est sincère ?**

*Par rapport à certains autres, il est très rationnel dans son approche. Il fait une analyse socio-économique et le dit haut et fort.*

*Il me semble relativement dénué d'ambitions personnelles. Il a dit qu'il resterait bourgmestre, il me semble qu'il va le rester. C'est donc qu'il fait tout cela dans un certain idéalisme.*

**Les patrons flamands sont derrière lui ?**

*Les « Diables » du Voka ? Cela fait deux ans que je passe plus de temps en Wallonie qu'en Flandre. Voilà ce qu'on a à vous dire à vous, francophones. On peut toujours voir de mau-*

*vaises intentions, on peut jouer le jeu pendant six mois, un an, mais je ne suis pas acteur de cinéma ou de théâtre. J'essaye de traduire ce que je vois et avec le poids qui est le nôtre : lors de notre congrès, 65 % de la valeur ajoutée flamande était présente, nous ne parlons pas pour peu de monde.*

**L'entreprise a remplacé le clocher comme lien en Flandre ?**

**Elle est devenue la nouvelle religion ?**

*En Flandre ces dernières années, on a vécu le schisme entre le modèle français et allemand. Nous sommes plus sur le modèle social-démocrate du nord de l'Europe que sur le retour du cœur de la France. Et si la religion a changé en Flandre, je remarque que le plan Marshall est la nouvelle religion en Wallonie : saint Marshall. (il rit)*

**Tout n'est pas donc pas à jeter chez le socialiste ?**

*On ne l'a jamais dit. On ne fait en tout cas pas de cordon sanitaire.*

**« Nous » ?**

*Je n'ai pas dit ça. (il rit) ■*

Propos recueillis par  
B.Dx et B.Dy

## Reynders, commissaire européen de second rang ?

UNION EUROPÉENNE Juncker fait pression pour avoir des femmes commissaires

- ▶ Notre ministre des Affaires étrangères a un CV qui lui permet de prétendre à un grand portefeuille au sein de l'exécutif européen.
- ▶ Mais le président désigné de la Commission veut des femmes.

▶ Malgré une désignation tardive, Marianne Thyssen serait mieux lotie.

**D**e sources européennes bien informées, on affirme que si la Belgique désigne Didier Reynders (MR) comme commissaire européen, celui-ci a toutes les chances d'ob-

tenir le « portefeuille du multilinguisme », formule consacrée dans le jargon bruxellois pour désigner les portefeuilles de troisième zone.

On l'avait déjà écrit à plusieurs reprises : le fait pour la Belgique de repousser au plus tard possible le choix de son commissaire – négociations fédérales obligent – risquait de fortement la pénaliser dans le partage des portefeuilles.

La date du 30 août, où se tiendra un sommet exceptionnel pour désigner le prochain patron de la diplomatie européenne (qui a aussi le titre de vice-président de la Commission), est la date ultime. Tous les autres pays ont déjà communiqué leur candidat au président désigné de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker. Et celui-ci a, selon nos informations, élaboré différents scénarios de répartition des compétences.

Nos sources nous confirment que si c'est le ministre sortant des Affaires étrangères, Didier Reynders, qui est désigné par la Belgique, comme le donnaient à penser ces derniers temps les informations circulant autour de la négociation « suédoise », tant le caractère tardif de cette proposition que le fait que Didier Reynders n'est pas une femme le condamneront au fameux « *multilinguisme* ».

La question du genre, c'est-à-dire celle de la parité, est primordiale. La Commission sortante comportait sept femmes. Jean-Claude Juncker avait déclaré qu'il considérait ce chiffre comme un minimum, tandis que le Parlement européen a fait savoir qu'il plaçait la barre à un tiers (soit neuf femmes) pour qu'il accepte de voter l'investiture de la prochaine Commission. Jean-Claude Juncker avait indiqué ouvertement que les commissaires féminines obtiendraient de beaux portefeuilles. Son entourage avait même en-

voqué des signaux en Belgique en faveur de la désignation de Marianne Thyssen (CD&V), eurodéputée depuis 23 ans et bénéficiant d'une excellente réputation dans les milieux européens. (Et

membre de la même famille démocrate-chrétienne du PPE que Jean-Claude Juncker, ce qui ne peut rien gâcher.)

La candidature présumée - rien n'est jamais officiel, surtout en Belgique - de Didier Reynders a émergé de la nouvelle configuration politique belge qui, côté francophone, est censée privilégier les seuls libéraux. Et il est vrai qu'en termes de CV, de compétences et de visibilité européenne, le profil de Didier Reynders - ministre des Finances pendant huit ans et des Affaires étrangères pendant deux ans et demi - en fait un candidat parfait pour un gros poste de commissaire.

« *Mais ce n'est pas parce qu'il est très compétent qu'il va bénéficier d'un important portefeuille, alors que la Belgique est la dernière à nommer son candidat, et que, le cas échéant, ce candidat n'augmente pas le quota de femmes* », nous dit-on à bonne source. Non sans éviter un peu d'ironie : « *Le multilinguisme, c'est une grande compétence belge !* »

On observera que ce n'est pas la Belgique toute seule qui résoudra le manque flagrant de femmes parmi les candidats commissaires actuels. « *Vrai, nous ré-*

*pond-on, mais en bout de processus, rien ne justifierait de donner un gros portefeuille à un candidat belge nommé en dernière minute.* »

Du côté du ministre des Affaires étrangères, on se refuse au moindre commentaire pour l'instant : « *Trop sensible !* » Mais il

semble clair que si Didier Reynders est assuré d'hériter d'un faible portefeuille à la Commission, il y a peu de chances qu'il accepte d'y être désigné. Juncker et Reynders ayant siégé pendant huit ans ensemble à l'Ecofin (les ministres des Finances de l'UE) et à l'Eurogroupe (ceux de l'eurozone), les deux hommes se connaissent bien. Ont-ils discuté personnellement du sujet ? Difficile d'imaginer le contraire. Mais là encore, auprès de Didier Rey-

nders on s'est refusé à le confirmer, tandis que dans l'entourage de Jean-Claude Juncker, on indique que « *le président élu de la Commission n'a pas de contact avec les candidats commissaires, seulement avec les chefs d'Etat et de gouvernement* ».

Important à préciser : les commissaires européens sont proposés par les Etats, mais leur désignation se fait en concertation avec le président de la Commission, qui répartit les compétences. Avant que l'ensemble de la Commission ne fasse l'objet d'une longue procédure d'auditions et d'approbation par le Parlement européen. ■

**JUREK KUCZKIEWICZ**